

Aminata Traoré : « Plus de respect pour les pays du Sud » Propos recueillis par Violaine de Marsangy

Ancienne ministre de la culture du Mali, Aminata Traoré est aujourd'hui engagée dans le mouvement altermondialiste. Hier, son discours sur le fardeau de la dette et les conséquences des programmes d'ajustement dérangeait. Aujourd'hui, elle commence à se faire entendre, y compris dans son pays.

**En 2005, le commerce mondial aurait enregistré, selon l'OMC, une croissance de 6,5%.
L'Afrique en a-t-elle profité ?**

Le commerce tel qu'il est aujourd'hui, celui de l'exportation des matières premières dont les prix ne sont pas décidés par les producteurs et dont les produits sont vendus sur des marchés où les Etats subventionnent leur propre agriculture, ce commerce là ne nous a pas réussi. Nous sommes appelés à absorber les surplus du Nord, les déchets même, alors que l'agriculture vivrière, l'emploi, l'éducation, la santé, toutes les activités humaines qui sont sensées permettre aux gens de vivre ici dignement ne font l'objet d'aucune attention. Les orientations économiques et politiques devraient permettre aux pays pauvres de vivre de leur agriculture et de leur travail. Or ce n'est pas le cas. Je n'attache pas d'importance à ce commerce là.

Concrètement, dans quels secteurs le commerce vous semble-t-il inéquitable ?

Prenons l'exemple du coton dont le commerce est scandaleux. Pendant quarante ans, la France a exhorté ses anciennes colonies de la région à en produire. Ces Etats ont alors consacré l'essentiel de leurs efforts en matière de développement de l'agriculture à la production et à l'exportation du coton, sans grande possibilité de transformation au niveau local. En dépit de son sous équipement et de sa faiblesse technologique, le Mali avait réussi, avec 600 000 tonnes de coton par an, à se hisser au rang du premier producteur africain (place occupée actuellement par le Burkina Faso). Localement, certes, le secteur n'a pas été bien géré mais surtout, le prix du coton sur le marché mondial a baissé et baisse au fur et à mesure que la production cotonnière grimpe. Face à cette situation nos « partenaires », en l'occurrence la Banque Mondiale, pousse l'Etat à se désengager de la plupart des services que la société cotonnière assurait aux paysans. Dans le secteur du coton, nous devons permettre aux milliers de tisserands maliens de transformer localement une partie de notre coton, de changer les attitudes et le regard des consommateurs sur ce coton pour relancer l'emploi, redynamiser le marché intérieur et exporter ce coton investi d'un savoir local et de sens. Prenons l'exemple du coton dont le commerce est scandaleux.

Quelles solutions envisagez-vous ?

J'attends des pays du Nord davantage de respect pour les peuples du Sud et davantage de cohérence. Nos pays sont dépendants aux niveaux technologique et financier (80% du budget de fonctionnement du Mali dépend de la France). L'essentiel ne se décide pas ici. Le débat sur le fardeau de la dette et sur les conséquences désastreuses des politiques d'ajustements structurels vient seulement de s'amorcer dans nos pays. Mais les gouvernants demeurent prudents dans leurs critiques. Car si vous défiez le système vous serez sevré de capitaux de la part des institutions internationales ou des pays créanciers comme les Etats-Unis ou la Communauté Européenne. Je m'efforce de souligner l'obligation pour ces peuples d'Afrique de se battre à l'intérieur de leurs frontières et à l'extérieur contre les maîtres à penser de leurs dirigeants.